

Promotion de la participation – Egalité et Equité de genre au Togo (ĐEZC*Implique-toi)

Appui au gouvernement togolais pour la mise en œuvre des stratégies de promotion de l'équité et de l'égalité de genre.

Contexte

Depuis la 3^e Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, tenue à Nairobi en 1985, le Togo s'engage en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et du renforcement du rôle des femmes.

Cet engagement se traduit par l'intégration de la perspective de genre dans les politiques nationales et internationales, notamment dans le cadre de l'Agenda 2030 et de ses Objectifs de développement durable (ODD). En outre, le pays a ratifié, le 26 octobre 2005, le Protocole additionnel sur les droits des femmes à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, réaffirmant ainsi son attachement aux principes d'égalité et de justice sociale.

Au fil des années, de nombreuses réformes ont été mises en œuvre pour renforcer la protection des droits des femmes et lutter contre les discriminations. Celles-ci concernent notamment en dehors de la politique nationale d'équité et d'égalité de genre (PNEEG), le code de la famille, la réforme foncière, la protection contre la violence et le harcèlement, ainsi que l'accès aux ressources économiques et agricoles. Des structures spécialisées, en occurrence des cellules focales genre ministérielles (CFG), ont été créées pour accompagner ces évolutions et en garantir la mise en œuvre.

Malgré ces avancées, la mise en œuvre effective des réformes demeure un défi majeur, en particulier au niveau local. Les inégalités et les discriminations persistent, limitant l'accès des femmes aux opportunités économiques et à la participation politique. Cela pourrait, à long terme, fragiliser la cohésion sociale du pays.



Nom du projet	Promotion de la participation – Egalité et Equité de genre au Togo (ĐEZC)
Sous mandat du	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Mis en œuvre par	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Ministère de tutelle	Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération (MPDC)
Zone du projet	Toute l'étendue du territoire
Volume financier	6 Mio. EUR
Durée totale	Novembre 2024 - Octobre 2027

Objectifs

ĐEZC a pour objectif d'améliorer les conditions institutionnelles de réduction des inégalités et la discrimination à l'égard des femmes au Togo. Les appuis envisagés tournent autour de :

- l'ancre de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans certaines administrations publiques ;
- renforcement de l'assistance juridique et des services de règlement des différends aux personnes pauvres et vulnérables, en particulier aux femmes ;
- appuis en renforcement de la représentation des intérêts et des besoins des femmes et des filles dans le public et dans les processus de prise de décision politique et de développement.



Bild links: Sensibilisierung über gewaltfreie Kommunikation zur Reduzierung geschlechtsspezifischer Gewalt am Lycée Tomdè in Kara.

Bild rechts: Fr. Gassou, Psychologin bei CREUSET-Togo, beantwortet die Fragen der Studierenden an der Universität von Kara.



Personne de contact

Photo: © GIZ/LOKOSSA

Danny Claire Nkurikiye
Cheffe de Projet
danny.nkurikiye@giz.de

Photo : Forum sur la masculinité positive et le leadership féminin à Sokodé.

Notre approche

Les activités du projet sont mises en œuvre en collaboration avec le Ministère de l’Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme (MASSPF), le Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération (MPDC), ainsi que d’autres ministères clés, notamment :

- Le Ministère des Droits de l’Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République (MDHFCRIR) ;
- Le Ministère de la Justice et de la Législation (MJL) ;
- Le Ministère de la Réforme de l’Administration, du Travail et du Dialogue Social (MRSPTDS) ;
- Le Ministère de l’Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Autorités Traditionnelles (MATDCC).

Le personnel du projet est déployé sur trois sites – Lomé, Atakpamé et Kara – afin de soutenir la mise en œuvre dans les cinq régions du pays.

Le MASSPF est accompagné dans la coordination de la Politique Nationale pour l’Équité et l’Égalité de Genre (PNEEG). Celle-ci prévoit la mise en place de centres de renforcement des capacités de différents acteurs, ainsi que la collecte et l’utilisation de données sensibles au genre.

Par ailleurs, d’autres acteurs sont soutenus à travers des campagnes de sensibilisation innovantes, incluant notamment des approches de masculinité positive et le mouvement « *He for She* ».

Le projet comprend également des programmes de leadership et d’excellence, ainsi que des activités de coaching et de mentorat. L’orientation professionnelle et la création de réseaux font également partie des actions prévues.

Enfin, des espaces publics de dialogue et de concertation sont

institutionnalisés et formalisés, notamment par l’implication active d’organisations de défense des droits des femmes dans les processus décisionnels, la mise en place de mécanismes sensibles au genre au niveau communal et ministériel, ainsi que la promotion de procédures alternatives de règlement des conflits, animées par des autorités traditionnelles et religieuses.

Résultats envisagés

Le projet vise les résultats ci-après :

- 60 % de tous les documents de programmation et de planification d’au moins 5 ministères incluent les thèmes transversaux de l’équité, de l’égalité et de genre sur la base de données ventilées par sexe traitées systématiquement.
- 75 femmes témoignent que la qualité des services juridictionnels (dans le respect des critères de genre) fournis par les chef-fe-s traditionnel-le-s, les leaders religieux-euses et les maisons de justice est améliorée.
- Au moins trois résolutions municipales et/ou ministérielles sont prises pour un développement sensible au genre et 30 mesures de plaidoyer et de participation politique, sociale et économique des femmes et des filles initiées par des organisations de la société civile (OSCs).
- 150 des 200 acteurs juridiques de toutes catégories confirment qu’ils ont une meilleure compréhension de genre, de l’égalité et de l’égalité des droits dans la résolution juridique et contentieuse des conflits sociaux, familiaux ou fonciers.
- Au moins 100 décideurs et 3000 filles et jeunes femmes touché-e-s par des campagnes de sensibilisation et de promotion des intérêts et besoins des femmes.

Publié par

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de l’entreprise Bonn et Eschborn, Allemagne

Adresse

Bureau de la GIZ au Togo
159, Rue de l’OCAM
01 BP 1510 Lomé

+228 22 21 64 49
giztogo@giz.de
www.giz.de

Date

Avril 2025

Auteurs

Danny Claire Nkurikiye, Tchilalou Haliya, Charlotte Wilczok, Bely Lokossa

Mandaté par

Ministère fédéral allemand de la Coopération

économique et du Développement (BMZ)

Ministère de l’Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme (MASSPF)

Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération (MPDC)

Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.